

N° DP 24/12

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN POSTE D'AMARRAGE CONSENTIE A LA SARL "PORT LAND" AU PORT DE PORQUEROLLES - HYERES-LES-PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des transports,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 22/12/415 du 15 décembre 2022, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port de Porquerolles,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté Président n° 20/94 du 30 juillet 2020 portant règlement de police du port de Porquerolles,

VU l'avis d'appel à candidatures publié du 10 décembre 2020 au 8 janvier 2021,

VU le compte rendu d'attribution du 28 septembre 2021,

VU le projet de convention annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a publié un avis d'appel à candidatures relatif aux autorisations d'occupation temporaire de postes d'amarrage sur le domaine public portuaire de Porquerolles, commune de Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT que la commission d'attribution qui s'est réunie le 28 septembre 2021 a attribué le lot n°2 à la SARL « Port Land »,

CONSIDERANT qu'il a donc été accordé à la société l'occupation d'un poste d'amarrage pour une activité de « location de bateaux » pour une durée de cinq ans jusqu'au 31 décembre 2026 maximum.

CONSIDERANT que le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance calculée et révisée annuellement selon les tarifs d'outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage votés pour le port de Porquerolles,

CONSIDERANT qu'il convient de définir les conditions et modalités de cette autorisation par le biais d'une convention d'occupation temporaire délivrée à titre précaire et révocable,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER avec la SARL « PORT LAND » une convention d'occupation temporaire d'un poste d'amarrage situé sur le domaine public du port de Porquerolles.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget des ports métropolitains BA 15, sur l'opération de Porquerolles OP 32000, article 7083.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1954 10/12/54

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN POSTE D'AMARRAGE
CONSENTIE A LA SARL « PORT LAND »
PORT DE PORQUEROLLES – HYERES-LES-PALMIERS**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..... en date du

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

La SARL « PORT LAND », domiciliée 747 route des vieux salins à Hyères (83400) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 410 528 368 dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Exposé préalable :

La Métropole TPM a lancé une procédure de mise en concurrence pour l'occupation de postes d'amarrage destinés à la location de bateaux sur le domaine public du port de Porquerolles. La commission d'attribution du 28 septembre 2021 a attribué le Lot n°2 « Un poste d'amarrage professionnel pour un bateau de longueur maximale de 8 mètres hors tout et de largeur maximum de 3 mètres » à la SARL « Port Land ». La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole TPM confie au bénéficiaire, qui l'accepte, l'exploitation du poste d'amarrage pour une durée de 5 ans, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026 maximum, et contre redevance fixée annuellement par délibération selon les « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port de Porquerolles ».

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La SARL « **PORT LAND** » représentée par, Mme Pascale JOURDAN, gérante, domiciliée 747 Route des vieux salins à Hyères (83400) et immatriculée au registre RCS de Toulon sous le numéro 410 528 368 est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité « location de bateaux », sur le domaine public portuaire de Porquerolles :

- Un poste d'amarrage à quai avec un tirant d'eau inférieur ou égale à 1.3 mètres et avec, comme dimensions maximales 8 mètres hors tout de longueur et 3 mètres de largeur défenses comprises,

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité susmentionnée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée de **5 ans**, du **1^{er} janvier 2022** au **31 décembre 2026** maximum.

Cette durée est, entre autres, conditionnée à l'envoi, avant le 15 décembre de chaque année, à la Métropole TPM - Hôtel de la Métropole - Direction des ports - Port de Porquerolles - 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9 :

- **d'un rapport d'activité et financier de l'année écoulée,**
- **d'un extrait Kbis,**
- **de la copie des papiers du navire du bénéficiaire,**
- **des attestations d'assurances (RC et navires) en cours de validité.**

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction des ports, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex.

Le renouvellement de l'autorisation sera à la discrétion de l'Autorité Portuaire, qui pourra le refuser sans motif.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance, établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage » du port de Porquerolles.

Cette tarification est révisée annuellement par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

En l'espèce, la redevance s'élève, pour l'année 2023, à :

Titre IV – Article 2 :

- Un « Terme variable » qui s'élève à 98,89 € TTC / an / m²., ou 8,24 € TTC / mois en cas d'activité saisonnière, auquel s'ajoute un « Terme fixe », d'un montant de 100,40 € TTC / an.

La surface soumise à redevance, correspond à la surface réellement occupée par le navire, soit la longueur du navire multipliée par la largeur maximale hors défenses, dans la limite des dimensions maximales mentionnées à l'article 1.

Elle est due et reste acquise à l'Autorité Portuaire dans son intégralité, sans remboursement, déduction ou reprise, quels que soient la gêne, diminution ou restriction d'usage, changement d'emplacement, imputables ou occasionnés directement ou indirectement du fait de chantier et travaux portuaires ayant pu être imposés au bénéficiaire,

Elle couvre l'utilisation du poste d'amarrage, et non les autres prestations pouvant être fournies par l'Autorité Portuaire qui seront facturées séparément selon les tarifs en vigueur.

3-2) Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Capitainerie du port de Porquerolles dans un délai maximum de soixante jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port de Porquerolles ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la régie de recettes prolongée métropolitaine du port de Porquerolles » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le bénéficiaire du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.

En cas de non-paiement de la redevance échue par le bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police, ...

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au Code des transports, au Règlement Général de Police dans les Ports maritimes de commerce et de pêche instauré par le Décret n°2009-877 du

17 juillet 2009, au Règlement Général d'Exploitation des ports et au Règlement Particulier de Police applicable au port de Porquerolles.

4-2) Conditions particulières

La location de cabine à quai est exclue. Ainsi, le bénéficiaire devra justifier (notamment dans le rapport d'activité annuel mentionné à l'article 2) d'un minimum de trente sorties entre les mois de mai et septembre.

Le bénéficiaire s'engage à informer le bureau du port de toutes modifications intervenant en cours d'année, en particulier en cas de changement de bateau, et à fournir les documents liés.

4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.
- Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.
- Rationnaliser les usages de l'eau (notamment au niveau des lavages de bateaux) avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Entretenir régulièrement ses équipements pour garantir une consommation en énergie maîtrisée et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Utiliser des produits de lavage ecolabellisés.
- Sensibiliser ses clients aux bonnes pratiques écoresponsables dans le port et en mer.

4-4) Entretien du navire

Tout navire séjournant dans le port doit être en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité et disposer ainsi d'une totale autonomie. Le bénéficiaire s'engage à installer des défenses molles en nombre et dimension suffisants, et à s'amarrer sur les organes d'amarrage prévus à cet effet.

Le bénéficiaire ne saurait se prévaloir de l'état des installations portuaires pour se soustraire en tout ou partie à l'exécution de ladite obligation. Si l'Autorité Portuaire venait à constater l'inexécution de cette obligation d'entretien, ainsi qu'un risque pour le navire et/ou pour la sécurité des usagers, celle-ci pourra également mettre en demeure le bénéficiaire de procéder aux travaux nécessaires dans un délai fixé en fonction de l'urgence et des risques encourus.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, l'Autorité Portuaire sera habilitée à procéder à l'enlèvement du navire et à son stationnement sur terre-plein jusqu'à complète réalisation des travaux nécessaires à sa remise en état d'entretien et de flottabilité. Les dépenses générées par ces opérations d'enlèvement et de mise en demeure seront intégralement à la charge du bénéficiaire.

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires à l'exploitation normale des lieux ainsi que les charges liées au fonctionnement de son activité (abonnements en électricité, eau, ...).

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter, à ses frais, toutes dépenses, quel que soit leur coût, nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

4-5) Conditions d'utilisation du poste d'amarrage

Le bénéficiaire s'engage à n'occuper strictement que l'emplacement désigné par le bureau du port. L'Autorité Portuaire se réserve le droit de modifier la localisation du navire et d'assurer, si besoin est, le déplacement, pour raisons de sécurité, de travaux ou de manifestations nautiques. Dans ce cas, un autre emplacement correspondant aux caractéristiques du poste tels que défini à l'Article 1 sera proposé.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer auprès du bureau du port toute absence de plus de deux jours et signaler son retour quarante-huit heures avant sa date présumée de retour. Faute de quoi, au troisième jour d'absence, le bureau du port considérera le poste comme libéré et en disposera. Son bénéficiaire n'en disposera qu'après sa libération par les soins du bureau du port. La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le navire du bénéficiaire, sont assurées par le bureau du port, au profit notamment d'usagers de passage ou en escale.

4-6) Obligation de gardiennage

Le bénéficiaire s'engage à assurer ou faire assurer le gardiennage de son bateau et la surveillance de ses amarres, notamment en cas de coups de vent annoncés, celles-ci devant être de dimension suffisante et correctement protégées contre le ragage.

L'Autorité Portuaire, considérant qu'une autorisation de mise à disposition d'un ouvrage ne vaut pas contrat de gardiennage :

- décline toute responsabilité pour tout vol et (ou) disparition du bateau ou d'objets se trouvant à bord,
- ne peut être tenu pour responsable de la bonne conservation du bateau dans son ensemble,

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers, notamment contre les risques d'incendie, de vandalisme ou vol, ou encore, en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès, de la couverture en matière de renflouement et d'enlèvement d'épave.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révoquée à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

7-1) Résiliation à la demande du bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

7-2) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;
- occupation partielle ou totale des installations par un tiers.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-3) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Le Président de la Métropole TPM sera chargé de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le
En 3 exemplaires

Pour la SARL Port Land

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pascale JOURDAN

Jean - Pierre GIRAN

Avis de mise en concurrence des autorisations d'amarrage annuel professionnel délivrées sur le Port de Porquerolles – Commune d'Hyères

Le présent appel à candidatures vise à informer, les opérateurs économiques intéressés, de la procédure de sélection mise en œuvre par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, conformément à l'Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, article L. 2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Les critères de sélection des offres exposés ci-après permettront de garantir un égal traitement des candidats potentiels. L'accord envisagé sera matérialisé par la conclusion d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Cette autorisation, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce car elle se trouve sur le domaine public métropolitain, inaliénable et imprescriptible.

Activité commerciale

Il est précisé que l'activité commerciale se limite à la **location de navires**.

La location de cabine à quai est exclue.

Description des Lots mise à disposition

- Lot n° 1** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 M
- Lot n° 2** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 M
- Lot n° 3** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 M
- Lot n° 4** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 M
- Lot n° 5** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 2 M
- Lot n° 6** : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 16 m hors tout - largeur maximale 4.40 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 2.50 M

Conditions d'occupation

- Les navires devront être immatriculés (et francisés) au nom de la société candidate.
- L'activité proposée devra être conforme à l'extrait Kbis de la société.
- Justifier un nombre de trente journées de navigation sur la période de mai à septembre.
- Les emplacements seront déterminés par le Maître de Port.

Durée de la mise à disposition

La mise à disposition est accordée, à titre précaire et révocable, commençant à courir au 1^{er} janvier 2021, pour une durée de cinq ans ne pouvant excéder le 31 décembre 2025. Cette durée est entre autres conditionnée :

- A être à jour du règlement des redevances de l'année écoulée.
- A l'envoi chaque année avant le 31 décembre d'un rapport d'activité et financier de l'année écoulée, d'un extrait k-bis, de la copie des papiers des navires et des attestations d'assurances (RC et navires) en cours de validité.

Redevance d'occupation

Le montant de la redevance annuelle est fixé chaque année par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et indiquée dans le document « Tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage ». Forfaitaire et annuelle, cette redevance est non fractionnable.

A titre indicatif, le projet de redevance pour 2021 du Port de Porquerolles serait :

- Pour un poste professionnel à quai : Terme Fixe : 100 € TTC et Terme Variable : 75.78 € TTC / m² / an.

Pour information, Il est envisagé une suppression du terme fixe en 2022 et une augmentation progressive de la redevance aux dimensions sur deux ans afin d'atteindre le même tarif que celui pratiqué pour la catégorie annuel plaisance.

Candidature

Les candidats souhaitant bénéficier d'une autorisation d'occupation temporaire doivent répondre à cet appel à candidature en envoyant un **dossier de candidature** par lettre **en recommandé avec accusé de réception** à Métropole Toulon Provence Méditerranée - DGA Aménagements, Ports, Mobilités et Energies - Direction des ports - Division Gestion Patrimoniale et Exploitation - Hôtel de la Métropole - 107, boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9. Les candidats souhaitant se positionner sur plusieurs lots devront constituer un dossier par lot et préciser le numéro de Lot en mentionnant sur l'enveloppe « **APPEL A CANDIDATURE - AOT DU PORT DE Porquerolles - LOT N° ... - NE PAS OUVRIR** », accompagné des pièces suivantes :

- Les coordonnées complètes et le statut de la société existante ou envisagée (K-bis de moins de trois mois pour la société existante ou extrait K),
- L'expérience professionnelle, les diplômes, agréments et attestations d'assurance en lien avec l'activité, autorisations préfectorales, carte professionnelle, ...
- L'acte de francisation et certificat d'immatriculation du navire immatriculé au nom de l'entreprise, ou à défaut, la fiche constructeur des caractéristiques techniques des navires souhaitant être acquis par la société, devant répondre aux normes environnementales en vigueur,
- Une note d'intention du projet comportant : Le chiffre d'affaires prévisionnel de l'activité envisagée ainsi que le bilan comptable des deux dernières années en cas de société préexistante, la description de l'activité commerciale souhaitée, photo du navire, ... (4 à 12 pages maximum)
- Le présent avis de mise en concurrence paraphé, signé et tamponné,
- Les Annexes I (Autorisation d'Occupation Temporaire type) et II (Attestation d'engagement) de la présente publication paraphées et signées.
- Et tous les renseignements et précisions que les candidats jugeront nécessaires à l'examen de leur dossier.

La date limite de réception des offres est fixée au vendredi 08 janvier 2021 – 16 h 00 (cachet de la poste faisant foi)

Attribution - Critères de jugement des candidatures

Le jugement des offres sera effectué par une commission d'attribution et fera l'objet d'un classement établi selon les critères hiérarchisés, du plus important au moins important :

- Capacités professionnelles, techniques du candidat.
- Bilan prévisionnel de l'activité souhaitée et solidité financière de l'offre.
- Originalité de l'activité et Intérêt pour le développement du port de Porquerolles et de l'île.
- Présentation des navires devant répondre aux normes environnementales actuelles (caisse à eaux noires et grises, propulsion électrique, ...) et aux tailles des postes d'amarrage concernés.

Le défaut de production des pièces mentionnées ci avant constitue un motif de rejet. Cependant au regard de l'intérêt du projet la Métropole se réserve le droit de solliciter les pièces manquantes. Le candidat aura 5 jours à réception de la demande pour y répondre. Passer ce délai la candidature sera rejetée.

Toutes les candidatures qui ne respectent pas les indications mentionnées ci-dessus seront automatiquement écartées.

Les candidats seront informés par courrier des projets choisis. La présente mise en concurrence fera l'objet d'un affichage en Capitainerie de Porquerolles et sur le site internet : [AOT | Métropole Toulon Provence Méditerranée \(metropoletpm.fr\)](http://AOT.MetropoleToulonProvenceMediterranee.fr)

Les documents suivants sont consultables sur le site internet <https://www.ports-tpm.fr/porquerolles/> :

- Redevance de stationnement et d'amarrage 2020 : <https://www.ports-tpm.fr/wp-content/uploads/2017/10/Porquerolles-TOP-RSA-2020.pdf>
- Règlement Particulier de Police du Port : <https://www.ports-tpm.fr/wp-content/uploads/2017/10/R%C3%A8glement-Particulier-Porquerolles.pdf>

PORT DE PORQUEROLLES

MISE EN CONCURRENCE DE SIX POSTES D'AMARRAGES PROFESSIONNELS

COMMUNE DE HYERES LES PALMIERS

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION DU 28 SEPTEMBRE 2021



La Métropole Toulon Provence Méditerranée a lancé une mise en concurrence pour l'autorisation d'occupation temporaire de six postes d'amarrages professionnels en vue d'une exploitation économique, pour une durée un an renouvelable quatre fois, jusqu'au 31 décembre 2025, sur le domaine public portuaire de Porquerolles, sur la Commune d'Hyères les Palmiers.

L'Activité commerciale autorisée est de type location de navire. La location de cabine à quai est exclue.

Description des Lots mise à disposition

- Lot n° 1 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 m ;
- Lot n° 2 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 m ;
- Lot n° 3 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 m ;
- Lot n° 4 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 1.30 m ;
- Lot n° 5 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 8 m hors tout - largeur maximale 3 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 2 m ;
- Lot n° 6 : Un poste d'amarrage à quai pour un bateau de longueur maximale de 16 m hors tout - largeur maximale 4.40 m pare-battage compris - tirant d'eau maximal : 2.50 m.

Les candidatures devaient être accompagnées des pièces suivantes :

- Les coordonnées complètes et le statut de la société existante ou envisagée (K-bis de moins de trois mois pour la société existante ou extrait K) ;
- L'expérience professionnelle, les diplômes, agréments et attestations d'assurance en lien avec l'activité, autorisations préfectorales, carte professionnelle, ... ;
- L'acte de francisation et certificat d'immatriculation du navire immatriculé au nom de l'entreprise, ou à défaut, la fiche constructeur des caractéristiques techniques des navires souhaitant être acquis par la société, devant répondre aux normes environnementales en vigueur ;
- Une note d'intention du projet comportant : Le chiffre d'affaires prévisionnel de l'activité envisagée ainsi que le bilan comptable des deux dernières années en cas de société préexistante, la description de l'activité commerciale souhaitée, photo du navire, ... (4 à 12 pages maximum) ;
- L'avis de mise en concurrence paraphé, signé et tamponné, - Les Annexes I (Autorisation d'Occupation Temporaire type) et II (Attestation d'engagement) paraphées et signées ;
- Et tous les renseignements et précisions que les candidats jugeront nécessaires à l'examen de leur dossier.
-

M. Francis ROUX et M. Joseph MINITTI ont été désignés membres de la Commission d'attribution par l'Arrêté N° 21/12 en date du 28 janvier 2021.

I – Date de parution de la mise en concurrence

La date de parution de la mise en concurrence : **10 décembre 2020.**

La date limite de réception des offres était le **08 janvier 2021 à 16 heures.**

II - Ouverture des candidatures

L'ouverture des candidatures a eu lieu le **26 janvier 2021.**

Dix-huit candidatures ont été reçues dans l'ordre de réception :

- Pli N° 1 - Lot 6 - M. Alain CANO ;
- Pli N° 2 - Lot 6 SARL « Jag Yachting Location Porquerolles » - Mme Fabienne LABORELLI ;
- Pli N° 3 - Lot 1- « Sea side » - M. Emmanuel DEBESSON ;
- Pli N° 4 et 5 - Lot 1 et 2 - SARL « Portland » - M. Eric LEMEURE-NICOLAS ;
- Pli N° 6 à 11 - Lot 1 à 6 - SARL « XL Yachting » - M. Xavier LAFAURE ;
- Pli N° 12 et 13 - Lot 5 et 6 - SARL « Halliday marine » - M. Cédric MEZARD ;
- Pli N° 14 à 17 - Lot 1 à 4 - SARL « Luna jet » - M. Stéphane RENOUX ;
- Pli N° 18 - Lot 6 - SAS « Porquerolles Evasions » - M. Thomas GEUTING.

Lot						N° pli	Candidats	Date de réception	Dossier complet	Observations
					6	1	M. Alain CANO		Non	Demande de précision sur le numéro du lot sollicité.
1	2	3	4	5	6	2	SARL « XL Yachting » M. Xavier LAFAURE		Oui	
1						3	SARL « Sea side » M. Emmanuel DEBESSON		Non	Demande des annexes manquantes.
1	2					4 et 5	SARL « Portland » M. Eric LEMEURE-NICOLAS		Oui	
					6	6 à 11	SARL «Jag Yachting Location Porquerolles» Mme Fabienne LABORELLI		Oui	
				5	6	12 à 13	SARL « Halliday marine » M. Cédric MEZARD		Oui	
1	2	3	4			14 à 17	SARL « Luna jet » M. Stéphane RENOUX		Oui	
					6	18	SAS « Porquerolles Evasions » M. Thomas GEUTING		Oui	

A la lecture des offres, la candidature de M. Alain CANO et de M. Emmanuel DEBESSON ont fait l'objet d'une demande pour complément de dossiers en recommandé.

La réception des pièces manquantes : numéro du Lot concerné pour M. Alain CANO, Annexes paraphées et signées par M. Emmanuel DEBESSON ayant été faite dans les délais de 5 jours, les 2 candidatures ont été jugées recevables.

III - Rappel des critères de jugement des offres

- Capacités professionnelles, techniques du candidat.
- Bilan prévisionnel de l'activité souhaitée et solidité financière de l'offre.
- Originalité de l'activité et Intérêt pour le développement du port de Porquerolles et de l'île.
- Présentation des navires devant répondre aux normes environnementales actuelles (caisse à eaux noires et grises, propulsion électrique, ...) et tailles des postes d'amarrage concernés.

IV – Analyse des offres (Annexes jointes)-Proposition a la commission

Afin de juger la valeur technique des candidats, le barème d'appréciation suivant est utilisé :

Très satisfaisant : Les propositions faites par le soumissionnaire correspondent en totalité aux attentes de la collectivité.

Satisfaisant : Les propositions faites par le soumissionnaire correspondent globalement aux attentes de la collectivité.

Passable : Les propositions faites par le soumissionnaire correspondent moyennement aux attentes de la collectivité.

Insatisfaisant : Les propositions faites par le soumissionnaire ne correspondent pas aux attentes de la collectivité dans la mesure où elles sont d'ordre général et/ou insuffisamment décrites pour analyser le critère. Tout autre motif ne permettant pas de classer l'offre présentée dans l'un des niveaux de légendes précédents.

L'analyse détaillée la valeur technique des candidats fait l'objet d'une annexe par Lot.

La synthèse des valeurs techniques est présentée ci-après :

Lot 1 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 8 x 3 m - TE 1.3 m

M. Emmanuel DEBESSON	SARL PORTLAND	SARL XL YACHTING	SARL LUNA JET
Passable	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Lot 2 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 8 x 3 m - TE 1.3 m

SARL PORTLAND	SARL XL YACHTING	SARL LUNA JET
Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant

Lot 3 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 8 x 3 m - TE 1.3 m

SARL LUNA JET	SARL XL YACHTING
Satisfaisant	Satisfaisant

Lot 4 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 8 x 3 m - TE 1.3 m

SARL HALLIDAY MARINE	SARL XL YACHTING
Satisfaisant	Satisfaisant

Lot 5 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 8 x 3 m - TE 2.0 m

SARL HALLIDAY MARINE	SARL XL YACHTING
Satisfaisant	Satisfaisant

Lot 6 : Poste d'amarrage professionnel de dimensions 16 x 4,4 m - TE 2.5 m

Alain CANO	SARL JAG YACHTING LOCATION PORQUEROLLES	SARL XL YACHTING	SARL HALLIDAY MARINE	SAS PORQUEROLLES EVASION
Très satisfaisant	Passable	Satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant

V – Attribution

A la lecture des offres, les membres de la commission retiennent les candidats suivants :

Les candidats dont la valeur technique est satisfaisante se voient attribuer un poste de dimension 8x3

Lot 1 : 1-SARL XL Yachting, 2- SARL Portland, 3- 3-SARL Luna jet

Lot 2 : 1-SARL XL Portland, 2- SARL XL Yachting, 3-SARL Luna jet

Lot 3 : 1-SARL Luna Jet, 2-SARL XL Yachting

Lot 4 : 1-SARL XL Yachting se voit attribuer un poste supplémentaire avec une solidité financière supérieure à celle de la SARL Luna Jet qui arrive en deuxième position, 2-SARL Luna Jet

Lot 5 : 1-SARL Halliday marine, 2-SARL XL Yachting

Lot 6 : 1- SAS Porquerolles Evasion, dont la valeur technique est très satisfaisante, propose une nouvelle activité. Il dispose d'un projet original et de qualité en matière environnementale. M. Cano arrive en deuxième position avec une valeur technique également très satisfaisante.

Nom, Prénom	Qualité	Date - Signature, précédé de la mention Lu et approuvé
Francis ROUX	Vice-Président de la Métropole TPM, 1er adjoint à la mairie de Hyères les Palmiers.	05/10/2021 Lu et approuvé
Joseph MINITTI	Conseiller Métropolitain, délégué à la vie nautique et à la politique portuaire à la mairie de la Seyne sur Mer.	05/10/2021 Lu et approuvé